

LOUISA HANOUNE :

«La loi de finances pour 2016 est une trahison»

Louisa Hanoune enfonce le clou et accuse «une minorité au sein du gouvernement qui travaillent pour les intérêts des étrangers, pour l'ancien colonisateur, à travers l'attribution des contrats» !

La porte-parole du Parti des travailleurs qui cible particulièrement le ministre de l'Industrie et des Mines, Abdesselam Bouchouareb, se veut même alarmiste dans son intervention, hier vendredi, lors d'une rencontre de l'organisation des jeunes de son parti à Alger.

«On ne doit pas minimiser le danger externe, certes, mais aujourd'hui, le danger interne est beaucoup plus important», estime Louisa Hanoune qui fustigera, d'emblée, le projet de la loi de finances pour 2016. «Cette loi de finances pour 2016 est une offensive sauvage et fatale sur le pouvoir d'achat. A travers cette loi, on prépare la rupture entre le peuple et l'Etat. Si le projet passe, ce serait une trahison à la Révolution !».

La patronne du PT se lancera ensuite dans de graves accusa-

tions : «Il y a bien sûr des responsables au niveau du gouvernement qui veillent sur les intérêts du pays, mais il y a aussi certains, une minorité, qui travaillent pour les intérêts du colonisateur.

De plus en plus, l'Algérie ressemble à un protectorat !» Inspirée sans doute par la commémoration de la fête nationale du 1^{er} Novembre, Louisa Hanoune épingle singulièrement la France. «Malgré la crise, certains responsables (algériens) veulent sauver des sociétés françaises. Certaines lois adoptées récemment renforcent des dispositions qui profitent aux étrangers et à la prédation. Il y a une préférence étrangère et à la prédation au détriment de la préférence nationale» !

Epargnant exceptionnellement le forum des chefs d'entreprises et ce qu'elle appelle «l'oligarchie», Hanoune s'acharne sans ménage-



Louisa Hanoune, présidente du PT.

ment sur le gouvernement qu'elle accusera presque d'être un gouvernement vassal de la France ! «Il y a une recolonisation sans frais à travers les facilités fiscales, les prêts, etc.».

Plus explicite, elle ajoutera : «Renault et Peugeot, ce sont des usines de montage et c'est tout.

Tant de bruit pour pas grand-chose !» . Autre sujet d'actualité lié aux relations algéro-françaises, l'affaire Hamid Grine : «Nous n'avons pas fait de communiqué mais, évidemment, nous n'acceptons pas cela.

La logique ainsi que notre souveraineté nous imposent l'appli-

tion de la règle de la réciprocité. Or, chez nous, eux ont droit au tapis rouge ! Certains responsables ont le complexe du colonisé. C'est triste». L'oratrice s'interrogera dès lors : «Pourquoi sommes-nous arrivés là ? Pourquoi l'ancien colonisateur fait-il tout cela ? C'est dû à certaines orientations politiques».

Abordant ensuite l'affaire de la participation de militaires algériens à l'opération Berkane que le ministre de la Défense français a pourtant démentie, Louisa Hanoune se pose la question : «Il n'y a aucune réaction officielle. Cela signifie quoi ? Si cela se confirme, cela veut dire que la Révolution algérienne est frappée au cœur !»

Pour la porte-parole du PT, «quand un Etat est fragilisé et perd sa base sociale, il se trouve contraint de renoncer aux fondamentaux et à ses principes économiques et diplomatiques». Et là, c'est Bouffekria qui est visé...

R. N.

LA JUSTICE L'A CONDAMNÉ À UN AN DE PRISON AVEC SURSIS ET 50 000 DA D'AMENDE

Le fils Benhadid libéré

Le fils du général Benhadid a quitté jeudi soir la maison d'arrêt d'El-Harrach suite au verdict rendu quelques heures plus tôt par le tribunal de Bir-Mourad-Raïs. Benhadid Amar-Nassim a été condamné à une année de prison avec sursis et 50 000 DA d'amende au terme d'un procès chaud. La famille était ravie de retrouver Nassim alors que la défense juge trop lourde la décision de fixer la peine à une année de prison avec sursis pour «des faits qui n'existent pas».

Abla Chérif - Alger (Le Soir) - Au cours de leur plaidoirie, M^{es} Mecheri et Bourayou ont, en effet, relevé le lien étroit existant entre l'affaire du jeune prévenu et de son père, le général Benhadid, arrêté à la fin du mois de septembre dernier pour atteinte «à l'image et au prestige de l'ANP», suite à des propos tenus à la radio Maghreb M et El-Magharibia à l'encontre du frère du président de la République et le chef d'état-major de l'armée algérienne.

«Oui, il y a un lien entre les deux dossiers. Nous refusons de les politiser mais il est clair qu'il y a eu une volonté de se venger du père. Les faits parlent d'eux-mêmes», affirme M^e Bourayou en s'adressant à la présidente de la cour de Bir-Mourad-Raïs. Les faits : le fils Benhadid a été poursuivi et arrêté le 29 septembre dernier pour port d'armes sans autorisation. Ce jeudi, il a été jugé selon la procédure du flagrant délit qui implique que ce dernier se trouvait en possession d'une arme à feu alors qu'il n'en était rien. Le prévenu déclare : «Mon père se trouvait en voyage. J'étais attiré par son arme. Je l'ai prise du coffre où elle se trouvait pour l'admirer.» «Mais pourquoi l'avoir gardée ?» interroge la présidente de la cour. «Elle me plaisait», répond calmement Nassim. Il poursuit : «Au moment où elle se trouvait entre mes mains, des amis m'ont appelé pour m'inviter à déjeuner, très vite, j'ai tenté de la dissimuler dans le jardin d'un voisin.» Alors qu'il partage son repas avec

d'autres jeunes, son frère lui téléphone et l'informe du retour de son père. «J'étais pressé d'aller le voir, j'ai complètement oublié l'arme», dit-il. La cour appelle deux témoins à la barre : deux jardiniers venus simplement déclarer avoir trouvé l'arme dissimulée dans un journal parmi les pots de fleurs. L'un d'eux avait alerté les services de sécurité. L'enquête remonte jusqu'à Nassim. Le 17 septembre, il est écouté par les services de sécurité puis relâché. Trois jours plus tard, le 20 septembre, se déroule l'expertise. Son père est entendu comme témoin. Dix jours après, son père est arrêté

pour ses propos sur Saïd Bouffekria et Gaïd Salah. Le fils est, à son tour, convoqué et placé sous mandat de dépôt. «Il n'y a pas eu de flagrant délit, de plus, le jeune homme s'est rendu à la police de son plein gré. Normalement, il devait être présenté devant la justice huit jours après son arrestation comme le veut la procédure, mais ils l'ont gardé un mois en prison», martèle M^e Bourayou. Plus grave, il indique à la présidente de la cour que le dossier qui a été remis à cette dernière ne contient pas un document essentiel : le procès-verbal, un fait inédit qui confirme, encore une fois, que «toutes les procédures ont été bafouées et c'est cette situation qui a politisé une affaire banale». «Combien de cas similaires avez-vous vu défiler M^{me} la présidente ? Allez-vous accepter toutes ces irrégularités ?» interroge M^e Bourayou. La présidente écoute la plaidoirie sans réagir. Dans la salle, des membres de la famille du général retiennent leur souffle. La peur et la

douleur se lisent sur le visage de la mère, du frère, de la sœur... Le procureur de la République vient en effet de requérir deux ans de prison ferme et 50 000 DA d'amende.

M^e Mecheri à son tour. La demande du procureur de la République est jugée «étrange». Ses propos sont lourds. «Le citoyen algérien demande une justice équitable, si elle est utilisée à tort, ce n'est plus une justice, si elle s'écarte de sa mission ce n'est pas bon. Il faut respecter la loi et être neutre, nous demandons à la justice d'être forte, et la force, c'est le pardon. Evitons de politiser une affaire banale. Soyez forts», hurle M^e Mecheri. La présidente de la cour veut réagir mais elle se maîtrise très vite. Les deux ténors du barreau s'échangent des regards et réclament l'innocence de leur client. Dignement, le fils Benhadid quitte la salle encadré par des policiers qui, selon la procédure, accompagnent tous les prévenus. Il évite de se retourner pour ne pas croiser le

regard de sa famille éprouvée par son arrestation et celle de son père. Sa mère en larmes quitte, à son tour, la salle. Il est un peu plus de midi. Le verdict sera prononcé dans l'après-midi.

Il est près de 17 heures. La justice a tranché. Nassim rentrera chez lui ce soir mais la joie de la famille est incomplète. Son père, lui, demeure en prison. L'instruction de son affaire n'est même pas terminée, apprend-on auprès de la défense qui, doit-on le rappeler, avait plaidé la nullité de la procédure en se basant notamment sur le fait que le dossier remis par le juge d'instruction ne comporte pas de plainte. Lors d'une conférence de presse, M^{es} Mecheri et Bourayou avaient déclaré que le général avait fait l'objet d'un «guet-apens» tant les conditions de son arrestation étaient rocambolesques. La famille Benhadid devra sans doute patienter davantage avant que du nouveau ne survienne dans l'affaire.

A. C.

LORS D'UN RASSEMBLEMENT NON AUTORISÉ TENU EN PLEIN AIR À DRAÂ-BEN-KHEDDA

Les Patriotes exigent la reconnaissance de leurs droits sociaux et d'un statut

Répondant à l'appel de leur organisation, l'ONDDP, Organisation nationale de défense des droits des patriotes, plusieurs dizaines de patriotes venus d'une quarantaine de wilayas ont pris part à un rassemblement organisé à Draâ-Ben-Khedda, 10 km au nord de Tizi-Ouzou.

Un rassemblement qui s'est tenu sur l'esplanade de la salle de cinéma de la ville «Le Hoggar» dont l'accès leur a été interdit par les autorités qui ont répondu par la négative à leur demande introduite auprès de l'administration

concernée pour tenir leur rassemblement dans ladite salle. Pour ces Patriotes, le nient des autorités est non seulement un déni du droit de réunion mais aussi le refus de reconnaître un droit d'existence légale à leur organisation qui, selon son président, M. Taâmlah, est reconnue de fait «puisque, arguera-t-il, un récépissé nous a été remis lors du dépôt du

dossier d'agrément en 2008 auprès des services du ministère de l'Intérieur qui ont déposé sur le reçu en question la mention dossier en étude».

Le président de l'ONDDP dénonce l'attitude affichée par les pouvoirs publics à l'égard de «tous ces gens qui ont lutté pendant 20 ans

pour que la République demeure debout, alors que l'individu qui a tué des Algériens et détruit des biens de l'Etat est reçu à la présidence de la République pour donner son avis sur la Constitution».

A l'issue de leur rassemblement, les protestataires ont rendu publique une déclaration dans laquelle sont mentionnées de nombreuses revendications. Ils exigent notamment la reconnaissance d'un statut et de nombreux droits sociaux tels que la régularisation de leur situation et l'attribution d'une pension de retraite à tous ceux d'entre eux qui ont atteint l'âge de 50 ans.

S. A. M.